

Appel pour l'interopérabilité dans l'Éducation nationale

Nous sommes 100, tous personnels de l'Éducation nationale,

Dans le cadre de nos missions nous sommes amenés à partager des documents, les utiliser, les modifier et les diffuser. Or, ceci est impensable sans interopérabilité, c'est-à-dire sans la possibilité pour tous d'utiliser un document sans aucun asservissement à un logiciel ou à un fournisseur spécifique.

Les seuls formats de documents acceptables au sein de l'Éducation nationale doivent par conséquent être des formats ouverts. Ceux-ci permettent de :

- garantir l'interopérabilité des fichiers et des données (quel que soit le logiciel ou le système utilisés) ;
- favoriser le partage des ressources entre les différents acteurs (enseignants, élèves, parents, administratifs, ...) ;
- assurer la pérennité des ressources et l'égalité d'accès.

Les lacunes d'interopérabilité des formats propriétaires et fermés ne résultent pas d'une incapacité technique de la part de leurs éditeurs : il s'agit d'une stratégie commerciale visant à provoquer la dépendance des utilisateurs et à créer un marché captif.

Cet appel est ouvert à tous. Nous appelons donc les personnels de l'Éducation nationale, les parents d'élèves, les citoyens, organisations... à soutenir cette demande en signant cet appel.

En plus du soutien initial du SE-UNSA, du SGEN-CFDT, de la Fédération SUD Éducation, cet appel a été signé aussi par la CGT-Éduc'action ainsi que le SNES-FSU et le SNUipp. Du côté des associations d'enseignants, en plus des Clionautes, de LinuxÉdu, Sésamath, PAGESTEC, la FADBEN (professeurs documentalistes), l'association des professeurs de langues vivantes, de philosophie et de nombreuses autres ont rejoints l'appel.

Signez l'appel de l'April sur
<http://formatsouverts.education/>

